

MOLITOR Avocats

société à responsabilité limitée

avec siège social à: **L-2763 Luxembourg, 8, Rue Sainte Zithe**

C O N S T I T U T I O N

d'une **société à responsabilité limitée**

du **16 décembre 2016**

No 42374

L'an deux mille seize,

le seize décembre.

Par-devant Nous Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de
résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu :

1. Monsieur **Michel MOLITOR**, Avocat à la Cour, né à Luxembourg,
le 31 janvier 1961, avec adresse professionnelle au 8, Rue Sainte Zithe,
L-2763 Luxembourg ; et

2. Monsieur **Paulo LOPES DA SILVA**, Avocat à la Cour, né à
Coimbra (Portugal), le 15 juin 1973, avec adresse professionnelle au 8,
Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

Lesquels comparants, ici personnellement présents, ont requis le
notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée
dont il a arrêté les statuts comme suit :

CHAPITRE I. FORME, DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE.

Article 1. Forme, Dénomination

Il est formé une société à responsabilité limitée, de nature civile,
dénommée « **MOLITOR Avocats** » (la « **Société** »).

La Société sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi de 1915** »), la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocats (la « **Loi de 1991** »), telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »).

Article 2. Siège Social

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Le gérant unique ou le conseil de gérance (le « **Conseil de Gérance** »), selon le cas, peut transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les présents statuts en conséquence.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Article 3. Objet

La Société a pour objet l'exercice de la profession d'avocat en ce compris les activités d'arbitrage, de médiation et les mandats de justice ainsi que toutes les activités afférentes au sens le plus large mais compatibles avec le statut d'avocat (entre autres les conférences, l'enseignement, la publication d'articles ou d'ouvrages) ou la prise de participation dans une autre société ou une association d'avocats.

La Société peut accomplir soit seule, soit avec d'autres, directement ou indirectement, pour son compte, toutes opérations généralement quelconques, mobilières ou immobilières ou financières, qui se rapportent directement ou indirectement à son objet social ou pouvant contribuer à son développements ou le faciliter et notamment détenir des valeurs mobilières ou immobilières ou des immeubles, le tout dans le respect des règles professionnelles et déontologiques du Barreau de Luxembourg.

La Société ne pourra accomplir les actes relevant de la profession d'avocat que par l'intermédiaire d'un avocat inscrit au Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg.

Conformément à la Loi de 1991, pour les actes requérant le ministère d'avocat à la Cour, la Société ne pourra être représentée que par un avocat inscrit à la liste I du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg.

Article 4. Durée

La Société est établie pour une durée illimitée.

CHAPITRE II. CAPITAL, PARTS SOCIALES.

Article 5. Capital Social

Le capital social est fixé à **douze mille cinq cents Euros (12'500.- EUR)** représenté par **mille deux cent cinquante (1'250) parts sociales** d'une valeur nominale de **dix Euros (10.- EUR)** chacune, toutes intégralement libérées.

Le montant du capital de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés (l'« **Assemblée Générale** ») prise conformément aux règles applicables en matière de modification des Statuts.

Article 6. Parts Sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal aux distributions et une voix à l'Assemblée Générale.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à un non associé qu'avec l'agrément unanime de tous les associés donné en Assemblée générale et à condition que le non associé remplisse les conditions prévues par la Loi de 1991 pour exercer la profession d'avocat.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de perte de la qualité d'avocat ou d'incapacité d'un associé. En cas de décès, de perte de la qualité d'avocat ou d'incapacité d'un associé, les parts sociales détenues par cet associé seront rachetées par la Société selon les formes prévues par l'article 189 de la Loi de 1915 à un prix égal à leur valeur nominale.

De plus, en cas de perte de la qualité d'avocat, ce dernier verra ses droits de vote d'associé et/ou de gérant suspendus.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

CHAPITRE III. GERANT(S).

Article 7. Gérants, Conseil de Gérance

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants exerçant la profession d'avocat et ayant la qualité d'associé de la Société. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le Conseil de Gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans causes légitimes, par l'Assemblée Générale.

Chaque gérant sera nommé par l'Assemblée Générale, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat.

Article 8. Pouvoirs du/des Gérant(s)

Vis-à-vis des tiers, Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes et opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

La Société est valablement engagée, en toute matière, par la seule signature de son gérant unique ou, s'il y a plus d'un gérant, par la signature conjointe de deux (2) gérants de la Société.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'Assemblée Générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance.

Article 9. Délégation de pouvoirs

Le Conseil de Gérance peut accorder des délégations particulières à des tierces personnes, qu'elles soient associées ou non.

Article 10. Gestion Journalière

Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et que l'accord préalable du Conseil de Gérance est requis pour tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et de refinancement.

CHAPITRE IV. ASSOCIE(S).

Article 11. Pouvoirs de l'Assemblée Générale

Toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Article 12. Assemblée Générale et résolutions écrites

Les résolutions des associés sont adoptées en Assemblée générale ou par voie de résolutions écrites.

Les associés sont convoqués ou consultés par écrit par le Conseil de Gérance ou par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun d'entre eux

étant signé par un ou plusieurs associés approuvant ou désapprouvant les résolutions.

Les associés expriment leur vote par écrit en le retournant à la Société par le biais de tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit.

Les exigences de majorité applicables à l'adoption de résolutions par l'Assemblée Générale s'appliquent *mutatis mutandis* à l'adoption de résolutions écrites.

Article 13.– Associé Unique.

Dans le cas où le nombre d'associés serait réduit à un, l'associé unique exercera les mêmes pouvoirs que ceux conférés à l'Assemblée Générale. Dans ce cas, toute référence dans ces Statuts aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale. Les décisions du l'associé unique sont établies dans des procès-verbaux ou prises par des résolutions écrites, le cas échéant.

CHAPITRE V. ANNEE SOCIALE, AFFECTATION DES RESULTATS.

Article 14. Année Sociale

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 15. Approbation des Comptes Annuels

Le Conseil de Gérance arrête les comptes annuels à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale annuelle.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire, des comptes annuels, au siège social de la Société.

Article 16. Affectation des Résultats

Sur les bénéfices annuels nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale. Cette affectation à la réserve légale n'est plus obligatoire dès que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation des résultats annuels, et de la déclaration et du paiement des dividendes, le cas échéant.

Article 17. Dividendes Intérimaires

Le Conseil de Gérance peut distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, prélevés sur les profits et des réserves distribuables, en conformité avec les conditions et dans les limites fixées par la Loi de 1915.

En outre, l'Assemblée Générale peut également distribuer des dividendes intérimaires à tout moment, prélevés sur les profits et les réserves distribuables, en conformité avec les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Le Conseil de Gérance ou l'Assemblée Générale, le cas échéant, peut décider de distribuer un dividende intérimaire sous réserve du respect des conditions suivantes :

- (i) des comptes intérimaires doivent être établis par le Conseil de Gérance, et
- (ii) ces comptes intérimaires font apparaître qu'un bénéfice et des réserves distribuables suffisantes sont disponibles pour décider de la distribution de dividendes intérimaires.

CHAPITRE VI. DISSOLUTION, LIQUIDATION.

Article 18. Dissolution, Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par le(s) liquidateur(s), qui peu(ven)t être les membres du Conseil de Gérance ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après le paiement (ou provisions, selon le cas) des dettes de la Société, le boni net de liquidation sera distribué aux associés.

Tout paiement effectué lors de la liquidation peut l'être, à la discrétion du liquidateur, en espèces ou en nature.

CHAPITRE VII. DISPOSITIONS GENERALES

Article 19.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui-même pour se terminer le 31 décembre 2017.

SOUSCRIPTION – LIBERATION

Les Statuts ayant été ainsi établis, les comparants ont souscrit à l'intégralité du capital social comme suit :

1) Monsieur **Michel MOLITOR**, prénommé,

six cent vingt-cinq parts sociales 625

2) Monsieur **Paulo LOPES DA SILVA**, prénommé,

six cent vingt-cinq parts sociales 625

TOTAL : MILLE DEUX CENT CINQUANTE PARTS SOCIALES ... 1'250

La preuve de ces paiements en numéraire totalisant **DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR)** a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de sa constitution sont estimés à environ neuf cents euros.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à deux (2).

2. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société, composant ainsi le Conseil de Gérance :

(i) Monsieur **Michel MOLITOR**, Avocat à la Cour, né à Luxembourg, le 31 janvier 1961, avec adresse professionnelle au 8, Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg ; et

(ii) Monsieur **Paulo LOPES DA SILVA**, Avocat à la Cour, né à Coimbra (Portugal), le 15 juin 1973, avec adresse professionnelle au 8, Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

3. Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

L'adresse du siège social est établie au 8, Rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT acte fait et passé à Luxembourg,
date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec Nous notaire instrumentant.

Signé : M. MOLITOR, P. LOPES DA SILVA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 décembre 2016. Relation : EAC/2016/29672. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR). Le Receveur, signé : SANTIONI.
